

L'Autorité rejette, pour absence d'éléments probants, la plainte de Molotov visant des pratiques de TF1 et M6

Publié le 30 avril 2020

Molotov est une plateforme de distribution de chaînes de télévision, qui agrège et diffuse, en tant que diffuseur OTT^[1], c'est-à-dire via le réseau internet, des programmes audiovisuels français. L'application permet aux utilisateurs d'accéder gratuitement aux services de télévision linéaire ainsi qu'à des fonctionnalités complémentaires (recherche, enregistrement, téléchargement, rattrapage, reprise de programmes depuis le début...) dont certaines lui sont facturées.

La plainte de Molotov

Selon Molotov, TF1 et M6 auraient rompu de manière brutale et abusive les accords de distribution de leurs chaînes sur sa plateforme. Ces comportements seraient liés au lancement concomitant de Salto, la plateforme de télévision et de vidéo à la demande sur abonnement créée par TF1, M6 et France Télévisions.

Les comportements de TF1 et M6 constitueraient « *une tentative abusive d'éviction de la plateforme de Molotov* » (abus de position dominante collective), un abus de dépendance économique de TF1 et M6, et attesteraient également de « *l'existence d'une collusion anticoncurrentielle* » entre TF1 et M6.

L'appréciation portée par l'Autorité

L'Autorité, qui a examiné les différents éléments du dossier et a sollicité l'avis du

CSA, a considéré que ni la saisine, ni le dossier d'instruction ne permettent d'étayer les pratiques alléguées.

Ainsi, aucun élément n'est susceptible de démontrer l'existence d'une position dominante détenue collectivement par les groupes France Télévisions, TF1 et M6.

En outre, aucun élément n'atteste de l'existence d'un état de dépendance économique dans lequel se trouverait Molotov vis-à-vis de chacun des groupes M6 et TF1.

Enfin, aucun élément ne tend à démontrer l'existence d'un accord de volontés, explicite ou tacite, entre les groupes TF1 et M6 ayant pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence, en excluant Molotov du marché.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, l'Autorité a rejeté la saisine de Molotov et par suite la demande de mesures conservatoires associée.

[1] Over the top

[Cliquez ici pour afficher l'infographie](#)

SECTEUR DES MÉDIAS

UNE ACTION STRUCTURANTE

Autorité
de la concurrence

RÉEXAMEN DU CADRE S'IMPOSANT À CANAL+

DÉCISIONS 17-DCC-92 ET 17-DCC-93

Revue des obligations pesant sur Canal+ au titre des rachats de TPS ainsi que de Direct 8 et Direct Star, tenant compte de l'évolution des marchés, notamment l'émergence des plateformes OTT telles que Netflix.

AVIS SUR LA PUBLICITÉ EN LIGNE

AVIS 18-A-03

Vaste enquête sur la publicité en ligne (display, programmatique), identifiant les facteurs de croissance, le poids des différents acteurs, l'écosystème et les enjeux concurrentiels.

AVIS SUR AUDIOVISUEL ET NUMÉRIQUE

AVIS 19-A-04

Analyse du bouleversement du paysage audiovisuel par la révolution numérique (plateformes, OTT) et propositions de réforme pour rééquilibrer les contraintes des acteurs historiques et rétablir une concurrence équitable avec les nouveaux acteurs.

AUTORISATION DE LA CRÉATION DE LA PLATEFORME SALTO

DÉCISION 19-DCC-157

Examen du projet de TF1, France Télévisions et M6 créant une plateforme commune de vidéo à la demande sur abonnement, autorisée sous conditions.

GOOGLE ET LES DROITS VOISINS

DÉCISION 20-MC-01

L'Autorité enjoint à Google de négocier avec les éditeurs et agences de presse la rémunération qui leur est due au titre de la loi relative aux droits voisins.

22
JUIN
2017

6
MARS
2018

21
FÉVRIER
2019

12
AOÛT
2019

9
AVRIL
2020

DÉCISION 20-D-08

relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de l'édition et de la commercialisation de chaînes de télévision

[Accéder à la décision](#)

Contact(s)

Bertille Gauthier
Communication officer

+33155040039

Contacteur par mail